

**Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal
Séance du 19 décembre 2017**

L'an deux mille dix-sept, le dix-neuf décembre à vingt heures trente, le conseil municipal de la commune de Bourdonné, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROULAND, le Maire.

Date de la convocation : 13/12/2017 Date d'affichage : 13/12/2017 Date de séance : 19/12/2017

Nombre de conseillers en exercice : 11 Présents : 8 Représentées : 3 Votants : 11

Etaient présents : MM. Sylvain ROULAND, Patrick TROCHET, Mireille MOTRON, Jean-Louis DESCHAMPS, Florence JUDENNE, Julien LESADE, Philippe CHANLAT, Patrick PORCHEZ

Etaient absentes ayant donné pouvoir :

Madame Christelle SOYEUX donne procuration à Monsieur Sylvain ROULAND

Madame Jelena ORLOVIC donne procuration à Monsieur Patrick TROCHET

Madame Stéphanie LANGEVIN donne procuration à Monsieur Patrick PORCHEZ

Secrétaire de séance : M. Patrick TROCHET

Président de séance : M. Sylvain ROULAND

Date de transmission en sous-préfecture : 21/12/2017

Date d'affichage : 21/12/2017

**Délibération
n° 2017 47**

Plan Local d'Urbanisme - Droit de préemption - adoption

L'article L211-1 du Code de l'Urbanisme confère aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme rendu public ou approuvé, la possibilité d'instituer un droit de préemption sur tout ou partie des zones urbanisées ou urbanisables.

Au regard des dispositions du Plan Local d'Urbanisme, le droit de préemption permet à la commune d'intervenir sur le marché foncier afin d'acquérir le moment venu, par priorité sur tout autre candidat, les immeubles qu'elle juge nécessaire pour ses besoins immédiats ou futurs. Les immeubles acquis doivent néanmoins être utilisés à des fins précises (construction d'équipements publics, création de carrefour et de voirie, alignement de voie publique et tout autre projet entrepris dans l'intérêt de la commune).

En ce sens, lors d'une vente, les propriétaires sont tenus de déposer en Mairie une déclaration d'intention d'aliéner mentionnant les prix et conditions de l'aliénation projetée. La commune doit alors, dans un délai de deux mois, faire connaître aux intéressés sa décision de préempter ou non, en précisant l'objet pour lequel le droit est éventuellement exercé.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme, arrêté par délibération du 16 mars 2017 et mis à enquête publique du 11 septembre au 11 octobre 2017 inclus est approuvé le 19 décembre 2017.

Ce nouveau document de planification urbaine est l'expression du projet d'aménagement souhaité pour la commune, mais est aussi la déclinaison des outils pour le rendre opérationnel (règlement, document graphique et Orientations d'Aménagement et de Programmation).

Le champ d'application du droit de préemption urbain est adopté pour mettre en cohérence l'affichage du projet urbain à la surveillance des mutations foncières.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE :

- d'approuver le champ d'application du « droit de préemption urbain » (DPU) sur les secteurs urbanisés et urbanisable (zones Ua et Ub) du PLU approuvé en date du 19 décembre 2017. (le plan précisant le champ adapté d'application du droit de préemption urbain est joint en annexe),
- conformément à l'article L2122-22 alinéa 15 du Code Général des Collectivités Territoriales, de donner délégation à Monsieur Le Maire afin d'exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain pour toutes les aliénations susceptibles d'intervenir dans les zones assujetties à ce droit.

En application de l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme, il sera ouvert un registre dans lequel seront inscrites toutes les déclarations d'intentions d'aliéner, les acquisitions réalisées par l'exercice du Droit de Préemption Urbain ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, registre consultable en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

En application de l'article R211-2 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération :

- sera affichée en mairie pendant un mois, la date à prendre en considération pour l'exécution de l'affichage étant celle du jour où il est effectué ;
- fera l'objet d'une mention insérée dans deux journaux diffusés dans le département.

En application de l'article R211-3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée et une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise à :

- Monsieur le Préfet des Yvelines,
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires,
- Monsieur le Directeur des Finances Publiques,
- La chambre départementale des notaires,
- Les barreaux constitués près les tribunaux de grande instance,
- Le Greffe du Tribunal de Grande Instance.

Fait en séance, le 19 décembre 2017

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,



Le Maire,

Sylvain ROULAND

P.º **Patrick TROCHET**
1er Adjoint